

Réflexion/proposition – Document de travail 4

Des programmes au bac jusqu'aux inspecteurs

Les programmes

Problématique

Le ratio studiorum des jésuites avait une finalité claire : former (ou formater) l'élite qui allait avoir à diriger dans l'intérêt de l'Eglise catholique. On peut le résumer ainsi : quelles informations à connaître (textes d'Aristote, des Ecritures, St Thomas d'Acquin...) , comment doivent être traitées ces informations (commentaires et vérification de leurs acquis), différentes façons de les traiter sans perdre le sens qui doit leur être attribué (repetitio), entraînement à l'argumentation et à la contre-argumentation (concertatio ou disputatio). Le programme définit alors dans quelle succession est abordé ce qui doit être intégré et toutes les modalités dans lesquelles cela doit se faire. Ceux qui ne peuvent être conformes à ce qui est demandé au cours de ce ratio studiorum (programme) le quittent. On peut rapprocher tout cela, dans sa finalité et ses modalités, à ce qui se fait à l'ENA pour *produire* des dirigeants conformes, tellement conformes d'ailleurs qu'ils font tous la même chose !¹. Lorsque les experts s'empoignent sur ce qu'il doit y avoir à s'imprégner dans les manuels d'histoire (les textes d'étude du ratio studiorum !) il s'agit bien, comme pour les jésuites, d'inculquer la seule vision qui arrange.

Un programme pour être élaboré doit donc avoir une finalité et partir de cette finalité.

Le programme de l'école est concocté non par rapport à une finalité mais par rapport à un objet : le bac. Il a même parfois été annoncé : *80% de lycéens devant obtenir le bac*. Logiquement il faut donc savoir ce que l'on met dans l'objet pour découper et programmer ensuite les différents stades et progressions pour l'acquérir. Qu'y a-t-il à découper dans l'objet « bac » ? D'abord des connaissances, qui sont aussi d'autres objets (extérieurs aux sujets qui doivent les acquérir). Puis on a rajouté les *compétences* et tâché d'inclure dans le découpage du programme les compétences à acquérir. Il faut par exemple « **savoir faire une multiplication** ». Le problème c'est qu'en fait de définition de compétences on ne fait que lister des **performances** à atteindre, mais les compétences pour réaliser **une** performance sont multiples, indéfinissables, se construisent dans une multitude d'actions non répertoriées, dans des temps non prévisibles. Il a bien été rajouté la notion de *compétences transversales* qui collaient un peu mieux aux apports des sciences cognitives, mais leurs définitions impossibles et leur acquisition ne peuvent pas mieux rentrer, ni dans un référentiel, ni dans une prévision programmatique^{2 3}.

On comprend mieux pourquoi l'élaboration des programmes scolaires donne lieu à tant de polémiques sur ce qu'on doit y mettre, y enlever, y rajouter, avec en plus les préoccupations idéologiques des uns et des autres,

¹ Il y a cependant dans la conception du ratio studiorum des éléments intéressants pour qu'il arrive à sa finalité et finalement obtenir une élite parfois plus ouverte et créative que la nôtre. Voir l'excellente étude :

<http://www.cndp-erpent.be/pdf/ratio.pdf>

² La notion de compétence comme il a été tenté de la définir à plusieurs reprises est tellement complexe qu'elle est... inutilisable. Exemples : « *une réponse originale et efficace face à une situation ou une catégorie de situations, nécessitant la mobilisation, l'intégration d'un ensemble de savoirs, savoir faire, savoir-être...* » BOSMAN, GERARD, et ROEGIERS, université de Bruxelles, « *Savoirs renvoyant à des situations complexes qui amènent à gérer des variables hétérogènes et qui permettent de résoudre des problèmes qui échappent à des situations référables épistémologiquement à une seule discipline.* » Meirieu, « *des systèmes d'opérations (actions réelles ou mentales) caractérisés par leur structure d'ensemble et capables d'engendrer les diverses performances observables à un niveau donné* » CHOMSKI....

³ L'évolution historique des programmes abordée dans ce texte : <http://pagesperso-orange.fr/b.collot/b.collot/chancerel-collot-2nb.rtf>

sans jamais donner satisfaction à personne, tout en enfermant l'école dans sa réalisation obligatoire qui devient le seul sens qu'on peut donner aux apprentissages, aussi bien pour les enseignants que pour les enfants (*Faire le programme !*). Tout en dépend, y compris le problème des rythmes, autrement dit depuis la maternelle tout dépend... de ce fichu bac ! On cherche bien qu'en cours de route il y ait d'autres objets à acquérir pour ceux qui restent en rade en créant des voies de bifurcation (CAP, bac pro par exemple), mais ce faisant l'Education nationale endosse le rôle de la formation professionnelle qui n'a plus rien à voir avec sa mission, sauf s'il est dit clairement que l'école ne sert qu'à alimenter la machine économique en *produisant*, en lui fournissant et en sélectionnant ce dont elle a besoin.

Il faut encore rappeler, ce qui a été déjà dit dans les docs précédents, que le système éducatif est conçu comme une chaîne industrielle tayloriste (niveaux, matières...). Il faut bien mettre un programme dans toute machine pour qu'elle fonctionne. Si ce programme n'est pas respecté dans chaque maillon de la chaîne, c'est toute la chaîne qui dysfonctionne. D'où la nécessité de contremaîtres (inspecteurs) et des dispositifs de vérification : contrôle du respect du programme par les OS (enseignants), de la conformité de ceux qui ont à ingurgiter le morceau de programme de leur maillon (élèves et les évaluations). Le problème est lorsqu'une pièce (élève) qui passe dans la chaîne de transformation n'est pas conforme et troublerait le fonctionnement des maillons suivant. La solution de le faire rester un an de plus dans le même maillon (redoublement) s'est avérée stérile, ce qui est logique puisqu'il subit les mêmes opérations qui l'ont conduit à ne pas être conforme. D'où l'accroissement des dispositifs qui doivent tenter une... réparation (on appelle cela remédiation). Je reviendrai aussi sur cela dans un autre document.

Même si l'école abandonnait définitivement sa fonction de former ou formater tel ou tel type de citoyen, les programmes ne seraient encore que des obstacles.

Nous avons toujours en amont **la finalité de l'école !** Si elle était simplement celle-ci : **contribuer à la construction des enfants en adultes autonomes et épanouis ayant pu développer toutes leurs potentialités et aptes à s'emparer de leur vie dans la cité et dans la société**, il est évident que tout pourrait être abordé de façon radicalement différente.

Des mesures... qui ne seraient pas une démesure !

Mais, en attendant qu'un débat soit enfin lancé et un consensus obtenu, dans l'immédiat il est possible de commencer à desserrer l'étau.

Ce qu'ont encore besoin les enseignants, ce sont de repères. **Le socle commun** instauré assez récemment pourrait en être un si au lieu de préciser lui aussi des connaissances et des savoirs même appelés fondamentaux, il s'attachait aux outils qu'il est nécessaire que les enfants se soient construits. Par exemple, lire et écrire sont des outils dont **la vraie maîtrise** permet en elle-même l'accessibilité à une multitude de savoirs quand on en a besoin, en même temps que l'autonomie de jugement face à un grand nombre d'informations perçues. Il en est de même dans tous les domaines. C'est d'ailleurs ce qu'évalue PISA même s'il peut être très critiquable. Nos enfants connaissent peut-être mieux que les autres par cœur toutes les règles de grammaire (indiquées dans les programmes), **mais quand PISA évalue comment ils se servent de leurs capacités de lire et d'écrire c'est plutôt la catastrophe.**

C'est donc bien le socle commun, sur lequel il faudrait mieux se pencher **pour qu'il soit utile**, qui devrait devenir la seule référence commune, ce qui ne demande pas de révolutionner l'EN du jour au lendemain. Le fait que le socle commun est considéré comme devant être acquis vers 14 ou 16 ans, devrait **libérer toutes les voies permettant de l'atteindre**, même si certains pensent encore que c'est celle programmée la plus efficace.

Si une mesure immédiate supprimant les programmes soulèverait une levée en masse de boucliers, il est tout à fait possible de ne leur donner **qu'une valeur indicative**. Ils devraient cesser d'être le carcan sensé faire

atteindre le socle commun à tous de manière semblable mais simplement être **un des outils** qui peuvent aider à l'atteindre.

Cette simple évolution de ce qui existe permettrait de rendre possible ce qui est demandé dans le document précédent, à savoir la liberté du choix des approches pédagogiques tout comme la fin des notes, des redoublements... (j'y reviendrai). Et surtout il rendrait possible de reconsidérer la nécessité et l'utilité d'un bac.

La suppression du bac à envisager et à préparer

Avoir le bac n'est plus la porte d'entrée à quoi que ce soit. Il ne reste qu'éventuellement une sorte de carotte inutile qui justifie tout ce qui est en amont. Le « revaloriser » comme le réclament beaucoup n'a comme seul but que la sélection de l'élite la plus conforme au moment M (méritocratie).

Si on se pose la question de savoir ce qui serait **utile** à des adolescents ou jeunes adultes à la sortie du système éducatif, d'ailleurs quel que soit le moment de la sortie, ce n'est pas d'un papier qui ne prouve pas grand-chose mais d'un **bilan de compétences** qui leur permette de **choisir**, soit de rester encore quelque temps dans le système, soit de poursuivre des approfondissements d'un domaine à l'université ou grandes écoles, soit d'aller dans des branches professionnelles, soit d'entrer directement dans la vie active. On sait très bien qu'avoir le bac ne donne aucune indication objective, d'ailleurs pour l'avoir il faut... bachoter et avoir quelque chance pour tomber sur un sujet qu'on a pu mémoriser... provisoirement ! On se plaint ensuite des déchets en première année d'université, de médecine,... comme se plaignent les employeurs que leurs salariés n'aient pas les compétences qu'auraient indiquées un diplôme qui d'ailleurs ne précise rien du tout.

Des bilans de compétences, on sait les faire et c'est même un droit reconnu quand il s'agit d'adultes au cours de leur vie professionnelle. Mais on sait aussi qu'ils demandent l'aide de spécialistes qui ne sont pas des enseignants, qu'ils demandent du temps et qu'ils sont personnels à chaque individu. La terminale du lycée pourrait très bien n'être consacrée qu'à cela.

Cette suppression du bac, comme « estampillage » obligatoire qu'un parcours scolaire a bien été suivi, libérerait tout l'amont du système éducatif. Dans un premier temps, au lieu de vouloir le « revaloriser » il faudrait **relativiser son importance**, ce qui permettrait aussi de concevoir autrement les exercices, au lieu des *épreuves*, auxquels on convierait les lycéens et d'autres à s'adonner pendant deux ou trois jours. Déjà, en enlevant le stress du spectre de l'échec, il serait plus révélateur des capacités acquises et beaucoup plus utile pour s'orienter ensuite.

Transformation des missions et de la formation du corps des inspecteurs.

Toute chaîne industrielle avec le programme qui la fait fonctionner a besoin de contrôles à ses différents stades, ce qui est dévolu actuellement aux inspecteurs. Ils occupent bien la même fonction que les contremaîtres, sauf que les contremaîtres sont théoriquement choisis parmi ceux qui ont fait leurs preuves dans leur métier et qui, s'ils restent la courroie de transmission du patron, sont reconnus par leurs anciens collègues pour pouvoir apporter une aide.

Le corps des inspecteurs assure bien son rôle de transmission des directives ministérielles et leur respect par le corps enseignant, même quand elles changent d'une année à l'autre suivant les « experts » du ministère qui concoctent et les orientations politiques changeantes des gouvernements. Encore qu'ils le fassent aussi suivant leurs convictions personnelles à fond, du bout des lèvres ou pas du tout (les témoignages d'enseignants foisonnent, les réformes non appliquées parce que pas soutenues comme celle des cycles, etc.). Ils assurent en même temps la fonction de conseils qui sont bien souvent beaucoup plus des injonctions assorties de menaces et dépendent de leurs convictions personnelles. Or rien ne légitime de par leurs parcours leurs qualités de conseillers. Enfin ils détiennent le pouvoir de jugement des enseignants (notation) qui ne peut qu'être, sauf en de rares occasions, que subjectif.

Si une chaîne industrielle ne peut pas se passer de contrôles (évaluations et inspecteurs) on peut se demander si dès maintenant un changement du rôle des inspecteurs ne pourrait pas se faire (bien sûr, pas un programme politique ne pourrait annoncer leur suppression, d'ailleurs toute la chaîne existante s'écroulerait !!!!!!!!)

Que font couramment les entreprises qui veulent savoir où elles en sont, qui veulent s'améliorer ? Elles font faire un **audit** ! Il s'agit qu'elles aient une vision extérieure neutre de leur fonctionnement et de ses effets. L'école est bien une entreprise éducative qui fonctionne avec une équipe d'enseignant dans des interdépendances (la constitution d'équipes est bien un des problèmes connu de l'EN), dans le partenariat avec les parents (faut-il encore le souhaiter), la municipalité, d'autres partenaires sociaux, de la santé... Au lieu des inspections traditionnelles c'est bien d'un **audit global** de l'école qui serait utile (certains inspecteurs le font) et à généraliser. Le compte-rendu (ce n'est plus un rapport !) de cet audit étant ensuite à **discuter** avec toute la communauté éducative, y compris les parents et la municipalité). Il ne s'agit plus alors que d'un **outil** dont la communauté éducative se sert et non plus d'injonctions auxquelles elle devrait se soumettre. La notation/sanction des enseignants disparaîtrait puisqu'elle n'a aucune utilité quant à leur amélioration (celle-ci s'effectue au sein de leur équipe) et ne fait qu'entretenir le carriérisme (tous les enseignants savent bien qu'une fois l'arrivée de l'inspecteur annoncée, il faut la préparer suivant les marottes connues dudit inspecteur, faire ce qu'on ne fait pas d'habitude, dissimuler ce qu'il y a à dissimuler... et une fois le mauvais moment passé on peut recommencer comme on l'entend ! La plupart des inspections sont factices !).

La transformation des inspections en audit est d'autant plus nécessaire si on admet enfin que des voies différentes sont possibles et même nécessaires. Il n'y a plus alors de critères, de grilles d'appréciation uniformes et identiques pour tous.

C'est donc le changement de la mission des inspecteurs qui doit être clairement affirmée en même temps évidemment que leur formation qui ne demande plus qu'ils aient une expérience directe de l'enseignement, expertise que de toute façon ils n'ont jamais eu ou qu'on ne leur a jamais demandé d'avoir.

Bernard Collot

<http://education3.canalblog.com>